

# Les Nations unies plaident en faveur d'une meilleure coopération

Dossier de la rédaction de H2o  
December 2016

Lors d'un débat du Conseil de sécurité consacré à l'eau, la paix et la sécurité, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a plaidé pour une meilleure coopération pour gérer l'eau et éviter ainsi les conflits liés à l'utilisation de cette ressource vitale.

"L'accès à l'eau peut exacerber les tensions dans les communes. La concurrence pour des ressources en eau rares au Darfour et en Afghanistan a contribué aux tensions. Au Pérou, l'impact des industries extractives sur l'eau est le moteur le plus fréquent de protestations et de violences contre les entreprises par les communautés locales", a noté M. Ban dans un discours devant les membres du Conseil. "Les conflits armés peuvent eux-mêmes affecter l'accès à l'eau potable, par exemple par la destruction d'infrastructures des installations d'eau, des attaques contre les centrales électriques qui assurent l'approvisionnement en eau et l'effondrement des systèmes de traitement de l'eau et d'égouts", a-t-il ajouté, prenant pour exemple les frappes aériennes contre des réseaux d'adduction d'eau et des installations électriques en Syrie. Le chef de l'ONU a rappelé que d'ici à 2050, au moins un être humain sur quatre vivra dans un pays où le manque d'eau douce est chronique ou récurrent. Les changements climatiques ne feront qu'aggraver ces difficultés, notamment dans les bassins communs à plusieurs pays. Dans ce contexte, l'ONU estime qu'il est particulièrement important de coordonner la gestion de l'eau pour ce qui est des plus de 260 cours d'eau internationaux et des aquifères transfrontiers, qui sont au moins aussi nombreux. Les trois quarts des États membres de l'ONU partagent des rivières ou des bassins versants avec leurs voisins. La coopération dans le domaine de l'eau existe, comme le montrent les quelque 200 traités sur l'eau qui ont été négociés avec succès au cours de la deuxième moitié du XXe siècle. "Dans le cas du fleuve Sénégal, les pays riverains, dont le Mali, la Mauritanie et le Sénégal, ont une longue histoire de partage des bénéfices, constituant la pierre angulaire de la stabilité et de la paix régionales", a souligné M. Ban. Dans le bassin du Nil, l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan ont signé l'an dernier une déclaration de principes sur la gestion du fleuve.

Le secrétaire général de l'ONU a lancé avec le président de la Banque mondiale le Groupe de haut niveau sur l'eau, qui promeut une mise en valeur et une gestion globales et coopératives des ressources en eau. Ban Ki-moon a invité les membres du Conseil de sécurité à trouver des moyens d'appuyer l'application du Plan d'action de ce Groupe, qui a été adopté récemment.

Nations unies